



Paris, le 1^{er} juin 2018

Communiqué de presse interfédéral CFDT, CFE-CGC, CGT et FO

Les syndicats de l'énergie demandent au Gouvernement de défendre les tarifs réglementés de vente lors du trilogue du Clean Energy Package

Alors que les discussions battent leur plein dans le cadre du trilogue européen du Clean Energy Package, les fédérations syndicales CFE-CGC Energies, FNEM-FO, FNME-CGT et FCE-CFDT soulignent la nécessité de tirer les leçons de 20 années d'ouverture des marchés de l'énergie et poursuivent leur mobilisation en faveur d'une Europe de l'Énergie qui ne se résume pas à la primauté du marché concurrentiel et des signaux économiques de court-terme.

Parce que l'énergie est un bien de première nécessité, l'intersyndicale milite pour que ce 4^{ème} paquet européen ne perde pas de vue les questions de service public, de long terme, de sécurité énergétique et d'intérêt général qui sont trop souvent occultées par avec les logiques de concurrence et de marché. Et puisque ce sont les Etats qui assument en dernier ressort la responsabilité de la sécurité énergétique de leurs citoyens, ce Clean Energy Package doit laisser la liberté aux Etats-Membres de définir les outils qui permettent d'atteindre les objectifs de service public dans l'intérêt de leurs citoyens.

Convaincue que le modèle du tout marché dans l'énergie ne permettra pas de répondre aux défis de notre temps, qu'il s'agisse de sécurité énergétique, de solidarité ou de combat climatique, l'intersyndicale salue la décision du Conseil d'Etat qui vient de valider le principe des tarifs réglementés de vente pour l'électricité et qui pérennise ainsi les missions de service public portées par ces tarifs. En veillant à la protection des consommateurs, l'intersyndicale considère que le Conseil d'État montre la voie à suivre au Gouvernement qui doit défendre les tarifs réglementés de vente avec la plus grande force.

L'intersyndicale est convaincue que les tarifs réglementés de vente constituent un outil de service public particulièrement adapté aux enjeux énergétiques d'aujourd'hui et de demain. Elle demande donc au Gouvernement de défendre résolument ces tarifs réglementés au niveau européen dans le cadre du trilogue en cours sur le Clean Energy Package. L'enjeu est d'obtenir l'inscription dans les projets de directives la liberté laissée aux États Membres de maintenir dans la durée des tarifs réglementés de vente. Le Gouvernement a ici l'occasion de mettre en œuvre sa vision d'une France et d'une Europe qui protègent les citoyens.

L'intersyndicale défend une Europe de l'Énergie moins dogmatique, qui a le souci du long terme et de l'intérêt général et qui n'oublie ni la dimension sociale ni les impératifs de politique industrielle, dans le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. A l'heure où le trilogue bat son plein sous présidence bulgare, elle demande au Gouvernement de mettre tout son poids politique pour pérenniser les tarifs réglementés de vente et ainsi défendre au mieux les intérêts énergétiques des Français.

Contact presse : alexandre.grillat@cfe-energies.com